

Requête en fixation de subsides pour le dirigeant privé de rémunération

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[NOM, PRÉNOM]

[Qualité : gérant, président, directeur général] de la société

[RAISON SOCIALE]

[Adresse personnelle]

À Monsieur ou Madame le Juge-commissaire

Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE]

Procédure de redressement judiciaire de [RAISON SOCIALE]

Jugement d'ouverture du [DATE]

Requête aux fins de fixation de la rémunération du dirigeant

Monsieur ou Madame le Juge-commissaire,

I. La situation du requérant

Je suis [gérant / président / directeur général] de la société [RAISON SOCIALE] depuis le [DATE]. Avant l'ouverture de la procédure, ma rémunération s'élevait à [MONTANT] euros [bruts / nets] par mois, [seule ressource de mon foyer / complétée par [AUTRE RESSOURCE, MONTANT]].

Mon foyer compte [NOMBRE] personnes, dont [NOMBRE] enfants à charge. Les charges fixes du ménage s'élèvent à [MONTANT] euros par mois : [loyer ou mensualité de résidence principale : [MONTANT] ; charges courantes : [MONTANT] ; scolarité et frais des enfants : [MONTANT] ; autres charges justifiées : [MONTANT]].

II. L'activité exercée au service de la procédure

Depuis le jugement d'ouverture, j'assure quotidiennement [la direction de l'exploitation, la relation avec les clients et les fournisseurs, l'encadrement des [NOMBRE] salariés, la préparation des éléments demandés par les organes de la procédure]. [Détailler ce qui rend cette présence indispensable : compétence technique, détention des relations commerciales, absence de cadre en mesure de reprendre ces fonctions.]

Cette activité constitue un travail effectif au service de la poursuite d'activité, sans lequel [CONSÉQUENCE CONCRÈTE : l'exploitation ne pourrait être maintenue, les chantiers en cours ne pourraient être livrés].

III. La demande

Au vu de cette situation, je sollicite la fixation de ma rémunération à la somme de [MONTANT] euros [bruts / nets] par mois à compter du [DATE], montant [identique à / inférieur de [X] % à] ma rémunération antérieure et compatible avec la trésorerie de la période d'observation, ainsi qu'il ressort du prévisionnel joint.

[Le cas échéant : L'administrateur judiciaire, Maître [NOM],
informé de la présente demande, [y est favorable / formulera son avis].]

Par ces motifs, je prie Monsieur ou Madame le Juge-commissaire
de bien vouloir fixer ma rémunération dans les conditions exposées ci-
dessus.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat,
expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.